



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WLU-32/10_Fra

La CPI semaine après semaine

3 mai 2010 #32



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre le 26 et le 30 avril 2010

Affaire Lubanga

Decision sur le « Requête de la Défense sollicitant l'autorisation d'interjeter appel de la décision orale du 4 mars 2010 autorisant l'utilisation et le dépôt en preuve de trois photographies »

Rendue par la Chambre de première instance I, le 29 avril 2010

Affaire Katanga et Ngudjolo Chui

Decision sur le « Protocole régissant les enquêtes concernant les témoins bénéficiant de mesures de protection »

Rendue par la Chambre de première instance II, le 26 avril 2010

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb »), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de Harun, Kushayb et Al Bashir pour des charges de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges.

Décisions adoptées entre le 26 et le 30 avril 2010

Affaire Harun et Kushayb

Decision "Setting a Time Limit for the Parties' Replies to 6 Applications for Victims' Participation in the Proceedings"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 26 avril 2009

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int
Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**.
Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne Youtube**.

Dix-huitième séance d'information de la Cour pénale internationale à l'intention du corps diplomatique

La première des trois séances d'information organisées cette année par la Cour pénale internationale à l'intention du corps diplomatique a eu lieu le 26 avril, au siège de la Cour à La Haye. Ces séances sont régulièrement organisées pour tenir le corps diplomatique informé des actualités judiciaires et autres de la Cour.

M. le juge Sang-Hyun Song, Président de la CPI a déclaré : « Les salles d'audience sont au centre de notre activité judiciaire, mais la Cour doit également veiller à faire comprendre ses procédures, à entretenir une communication constante avec les États dont la coopération est essentielle à son fonctionnement, et à aller vers ceux qui envisagent d'adopter le Statut de Rome ».

Le Président, qui a ouvert la séance par un rappel de l'actualité judiciaire récente, a fait porter l'essentiel de son allocution sur les principaux aspects de la Conférence de révision du Statut de Rome qui se tiendra à Kampala en Ouganda du 31 mai au 11 juin. Il a également rappelé aux personnes présentes que la Cour ne participera pas aux discussions relatives aux amendements du Statut qui auront lieu à cette occasion mais qu'elle prendra activement part au bilan prévu au programme de la Conférence.

Le Procureur, M. Luis Moreno-Ocampo, a souligné l'importance du rendez-vous de Kampala, qui donnera aux États l'occasion de démontrer leur soutien au renforcement du système de justice pénale mis en œuvre par le Statut de Rome et il a informé les diplomates sur les questions qui feront l'objet du bilan prévu.

Mme Silvana Arbia, Greffier de la Cour, s'est adressée au corps diplomatique pour expliquer l'actualité récente ressortissant de sa compétence : le processus de préparation du budget, les implications de la nouvelle situation au Kenya, et les activités menées sur le terrain et les activités de sensibilisation.

Enfin, M. Renan Villacis, Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties, a rappelé les récentes ratifications, l'actualité relative à l'Assemblée et donné de plus amples détails sur la Conférence de révision.

Le Président de la CPI s'adresse à la sous-commission « Droits de l'Homme » du Parlement européen

Le 27 avril 2010, le Président de la Cour pénale internationale (CPI), M. le juge Sang-Hyun Song, s'est rendu à Bruxelles, en Belgique, pour s'adresser à la sous-commission « Droits de l'Homme » du Parlement européen et pour répondre aux questions des députés européens présents.

Lors de cette rencontre, le Président de la CPI a fait le point sur les récents travaux de la Cour et insisté sur certains aspects importants de la Conférence de révision qui se tiendra à Kampala, en Ouganda, du 31 mai au 11 juin 2010.

Le Président de la CPI s'est félicité de la coopération importante que l'Union européenne (UE) apporte à la Cour et du soutien, en particulier, du Parlement européen. Il a évoqué les efforts actuels de coopération entre la CPI et l'UE dans le contexte des points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence de révision.

« L'Union européenne a fait preuve d'une remarquable capacité de tenir compte des circonstances particulières de la CPI et de s'y adapter. Elle a progressivement adapté son soutien aux besoins changeants de la Cour », a déclaré le Président Song. « À Kampala, l'Union européenne et ses membres auront une nouvelle occasion de s'engager à améliorer les efforts de coopération, de façon à rendre la CPI plus efficace et à accroître son effet dissuasif ».

Tous les 27 membres de l'UE sont parties au Statut de la CPI, qui a conclu en 2006 un accord de coopération et d'assistance avec l'UE.

Jose Alvarez, un éminent spécialiste du droit international, nommé conseiller spécial du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale



Le Procureur de la CPI, M. Luis Moreno-Ocampo, et le Conseiller spécial du Bureau du Procureur pour le droit international, le Professeur José Alvarez ©ICC-CPI

Luis Moreno-Ocampo, le Procureur de la CPI, le 28 avril 2010 a annoncé la nomination du professeur Jose Alvarez aux fonctions de conseiller spécial de son Bureau pour le droit international. « Le professeur Alvarez est l'un des plus grands spécialistes universitaires du droit international, a indiqué le Procureur. Il est l'auteur de nombreux écrits relatifs aux pouvoirs législatifs des organisations internationales et aux tribunaux spéciaux chargés de traiter les crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie et au Rwanda. »

En tant que conseiller spécial du Bureau du Procureur, le professeur Alvarez se concentrera sur toutes les questions de droit public international que ne manque pas de soulever l'exercice du mandat du Procureur. Il peut s'agir, par exemple des rapports entre le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale.

La nomination du professeur Alvarez s'inscrit dans le prolongement de la tradition du Bureau consistant à obtenir des conseils d'experts en droit reconnus à l'échelle internationale. Le Conseil consultatif du Bureau se compose à l'heure actuel du professeur Catharine A. MacKinnon, de la faculté de droit de l'Université du Michigan, conseillère spéciale pour les questions liées aux crimes à caractère sexiste depuis novembre 2008, du professeur Juan Méndez, du Washington College of Law de l'Université américaine, nommé conseiller spécial sur la prévention des crimes en juin 2009, et du professeur Tim McCormack, de la faculté de droit de Melbourne, qui est conseiller spécial pour le droit international humanitaire depuis mars 2010. Du reste, Benjamin Ferencz a été nommé conseiller spécial du Bureau du Procureur en novembre 2009 et fait membre honoraire du Conseil consultatif du Bureau. Le Statut de Rome exige du Procureur qu'il nomme des conseillers qui sont des spécialistes du droit relatif à certaines questions et travaillent à titre bénévole.

À propos de Jose Alvarez : L'année dernière, M. Alvarez a rejoint la faculté de droit de l'Université de New York en qualité de titulaire de la chaire Herbert et Rose Rubin de droit international. Avant cela, il a enseigné aux facultés de droit des universités de Columbia, du Michigan et George Washington. M. Alvarez est membre du Conseil des affaires étrangères et a présidé la Société américaine de droit international de 2006 à 2008. Il a siégé au Comité national consultatif du projet de l'ONU de financement de la politique mondiale, ainsi que dans les comités de rédaction ou les conseils consultatifs du American Journal of International Law, du Journal of International Criminal Justice, de Global Governance et du Journal of International Law and International Relations. De 1983 à 1988, le professeur Alvarez a été conseiller du procureur au sein du Bureau du conseiller juridique du Département d'État des États-Unis. Il a obtenu ses diplômes de premier cycle et sa maîtrise en droit à l'Université de Harvard et est titulaire d'un diplôme en jurisprudence du Magdalen College de l'Université d'Oxford. *Source: Bureau du Procureur*

Le Greffier de la Cour pénale internationale rencontre une délégation de l'Autorité nationale palestinienne

Madame Silvana Arbia, Greffier de la Cour pénale internationale (CPI), a reçu le 29 avril 2010, une délégation palestinienne conduite par M. Issa Qaraqe', ministre des Affaires des prisonniers et des libérés à l'Autorité nationale palestinienne.

Le Greffier s'est réjoui de la visite de la délégation comme signe de l'importance croissante qu'acquiert le droit international, et en particulier le droit pénal international, dans la région du Moyen-Orient en tant qu'élément nécessaire à tout règlement durable et de long terme des conflits.

Durant la réunion, le Greffier a expliqué les droits des détenus devant la CPI. Ces droits incluent, entre autres, le droit à ce que leur affaire soit entendue publiquement, équitablement et avec impartialité, le droit de recevoir des soins médicaux, et celui d'avoir accès aux installations mises à leur disposition pour préparer leur Défense. Tout détenu par la CPI a également le droit de recevoir des visites de sa famille plusieurs fois par an, y compris aux frais de la Cour, dans la mesure du possible, si le détenu a été reconnu indigent.

Madame Arbia a également souligné l'engagement de la Cour à ce que son quartier pénitentiaire satisfasse aux normes internationales les plus élevées en matière de traitement des détenus, ainsi qu'à encourager les Etats parties, en vertu de la complémentarité entre les systèmes judiciaires nationaux et internationaux, à respecter ces standards.

Interagir avec les communautés

République centrafricaine : Les professionnels des médias assistent à la retransmission d'une audience de la Cour pénale internationale dans l'affaire Bemba

Le 27 avril 2010, l'Unité de la sensibilisation de la Cour pénale internationale (CPI) a invité les professionnels des médias centrafricains à venir assister à la retransmission de l'audience de mise en état concernant l'exception d'irrecevabilité, soulevée par les équipes de la Défense de M. Bemba en février dernier. La retransmission de cette audience publique relative à l'affaire Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo a rassemblé une vingtaine de médias au sein du Bureau extérieur de la CPI à Bangui.

Les journalistes (presse écrite, radios) ont pu suivre avec attention l'intégralité des débats qui ont eu lieu le même jour au siège de la CPI, à La Haye, aux Pays-Bas. Cette retransmission a été réalisée avec 30 minutes de différé, via le site Internet de la CPI. Les nombreux journalistes s'étant mobilisés pour l'occasion ont, tout d'abord, pu suivre les présentations orales des autorités centrafricaines, invitées à participer à la procédure afin d'apporter leurs observations quant à cette exception d'irrecevabilité. La parole a ensuite été donnée au Bureau du Procureur, puis aux représentants légaux des victimes, et enfin à l'équipe de Défense de M. Bemba.

Les professionnels des médias centrafricains ont ainsi pu apprécier l'équité des débats devant les juges de la CPI. Les journalistes se sont dits satisfaits par les moyens mis à leur disposition par le Bureau extérieur de la CPI à Bangui pour pouvoir suivre le déroulé des procédures judiciaires dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo. La présence des journalistes lors de cette retransmission a permis que cette audience soit largement relayée auprès de la population centrafricaine, tant par la presse écrite que par les stations radios.



Les professionnels des médias assistent à la retransmission d'une audience de la Cour pénale internationale dans l'affaire Bemba ©ICC-CPI

MAI 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
03	04	05	06	07	08	09
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
JUIN 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
31	1	2	3	4	5	6
Première Conférence de révision du Statut de Rome						
7	8	9	10	11	12	13
Première Conférence de révision du Statut de Rome						
Evénements futurs :						
5 juillet : Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.